CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

par

Hans VAN LOON (*)

Ancien Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé
Membre de l'Institut de droit international

TABLE DES MATIÈRES

Généralités, 1-4.

§ 1. – Organisation, 5-15.

§ 2. – Nature des conventions élaborées, 16-35.

§ 3. – Matières traitées, 36-44.

§ 4. – Solutions techniques, 45-60.

§ 5. – Liste chronologique des conventions élaborées par la Conférence de La Haye et en vigueur pour la France, 61-62.

BIBLIOGRAPHIE

BASEDOW, *The Hague Conference and the Future of Private International Law*, 82 *RabelsZ*, 2018, p. 931. – BORRAS, *La Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado : Pasado, Presente y Futuro*, *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. 71, 2019, 1, Éditorial ; *El cambio de los tiempos : los hispanoparlantes en la Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado*, *Liber Amicorum en homenaje al profesor Dr. Didier Operti Badán*, 2005. – BUCHER, La dimension sociale du droit international privé, *Rec. cours La Haye*, t. 341, 2010, p. 506. – DROZ, Évolution du rôle des autorités administratives dans les conventions de droit international privé, *in Études offertes à Pierre Bellet*, 1991, *Litec*, p. 129 s. ; Regards sur le droit international privé comparé, *Cours général de droit international privé*, *Rec. cours La Haye*, t. 229, 1991-IV, p. 127. – DROZ, DYER et PÉLICHET, La Conférence de La Haye de droit international privé en 1980, Évolution et perspectives, *Rec. cours La Haye*, t. 168, 1980-III, p. 127. – GAUDEMET-TALLON, *The Influence of the Hague Conventions on Private International Law in France*, *Netherlands International Law Review* n° 1, 1993, 31 ; L'utilisation de règles de conflit à caractère substantiel dans les conventions internationales (l'exemple des Conventions de La Haye) ; L'internationalisation du droit. Mélanges en l'honneur d'Yvon Loussouarn. – GOESEL, Codification du droit international privé et droit des traités. Le centenaire de la Conférence de La Haye, *AFDI* 1992, 358. – JACQUET, Aperçu de l'œuvre de la Conférence de La Haye de droit international privé dans le domaine économique, *JDI* 1994, 5. – JOHN, GULATI et KÖHLER, *The Elgar Companion to the Hague Conference on Private International Law*, Cheltenham, 2020. – KESSEDJIAN, Le droit international collaboratif, *Pedone*, 2016. – LAGARDE, Le principe de proximité dans le droit international privé contemporain, *Cours général de droit international privé*, *Rec.*

cours La Haye, t. 196, 1986-I, p. 25 ; La reconnaissance des situations en droit international privé : actes du colloque international de La Haye du 18 janvier 2013, *Pedone*, 2013. – LEQUETTE, Le droit international privé de la famille à l'épreuve des conventions internationales, *Rec. cours La Haye*, t. 246, 1994-II, p. 9. – MARCHADIER, La contribution de la Cour européenne des droits de l'homme à l'efficacité des conventions de La Haye de coopération judiciaire et administrative, *Rev. crit. DIP* 2007, 677. – PATAUT, De Bruxelles à La Haye. Droit international privé communautaire et Droit international privé conventionnel, *in Le droit international privé : esprit et méthodes*, Mélanges en l'honneur de Paul Lagarde, 2005, *Dalloz*, p. 661 s. – BEAUMONT et HOLLIDAY, *A Guide to Global Private International Law*, Oxford, Hart, 2022. – STEENHOFF, Avec patience et courage : Historique de la fondation de la Conférence de La Haye de droit international privé, 1993, Université d'Utrecht ; Asser et la fondation de la Conférence de La Haye de droit international privé, *Rev. crit. DIP* 1994, 297. – STRUYCKEN, *Co-ordination and co-operation in respectful disagreement : general course on private international law*, *Rec. Cours La Haye*, t. 311, 2004, p. 202 s. – SUMAMPOUW, Les nouvelles Conventions de La Haye, t. 1 à 5, 1976-1996. – VAN HOOGSTRATEN, La codification par traités en droit international privé dans le cadre de la Conférence de La Haye, *Rec. cours La Haye*, t. 122, 1967-III, p. 337. – VAN LOON, *The Global Horizon of Private International Law. Inaugural Lecture*, *Private International Law Session 2015*, *Rec. cours La Haye*, t. 380, 2016, p. 9 ; *The present and prospective contribution of global private international law unification to global legal ordering*, Franco FERRARI et Diego FERNÁNDEZ ARROYO (Eds.), *Private International Law - Contemporary Challenges and Continuing Relevance*, *Elgar*, 2019, p. 214-234. – VAN LOON et SCHULZ, *The European Community and the Hague Conference*

* La version originale de cette rubrique avait été rédigée par Georges A. L. DROZ (1931-2004), Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé de 1978 à 1996.

on *Private International Law*, in MARTENCZUK et VAN THIEL (Eds.), *Justice, Liberty and Security*, 2008, Brussels University Press, p. 257 s. – MUIR WATT, *The work of the HCCH and the path of the law : the politics of difference in unified private international law*, The Elgar Companion to the Hague Conference on Private International Law, 2020. – VIEIRA da COSTA CERQUEIRA, La Conférence de La Haye de droit international privé. Une nouvelle voie pour le développement du droit international privé des organisations régionales d'intégration économique, RDU 2007. 761. – VON OVERBECK, La contribution de la Conférence de La Haye au développement du droit international privé, Rec. cours La Haye, t. 233, 1992-I, p. 9. –

OYARZABAL, *The Influence of Public International Law upon Private International Law in History and Theory in the Formation and Application of the Law*, Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 2023, vol. 428. – V. aussi Actes et documents de la Conférence de La Haye, spéc. Actes et documents de la Dix-Septième Session, t. I, 2^e partie, Centenaire, 1993, p. 102 s., 346 s. – Asser Instituut, *The influence of the Hague Conference on Private International Law*, Selected Essays, n^o spécial, nouvelle édition Netherlands International Law Review n^o 1, vol. XL, 1993. – Bibliographie site web de la HCCH, HCCH | Publications.

Généralités

1. La Conférence de La Haye de droit international privé (*Hague Conference on Private International Law*, *Conferencia de La Haya de Derecho Internacional Privado*, ci-dessous suivant l'acronyme de son site web aussi dénommée « la HCCH »), « a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé » (art. premier de son Statut). Au sein de la Conférence, ses membres (au nombre de quatre-vingt-onze au 30 juin 2023) coopèrent pour établir des règles communes de droit international privé. Cette coopération s'étend également au suivi du fonctionnement des instruments établis, voire – sous certaines conditions – à l'assistance technique pour leur mise en œuvre. C'est que de nombreux instruments fondent, à leur tour, des voies de coopération transnationale directe entre les autorités administratives ou judiciaires des États – dont un grand nombre d'États non membres – appelés à appliquer les règles convenues dans l'intérêt des justiciables.

2. Malgré son nom, qui s'explique par son histoire, la HCCH est une organisation intergouvernementale permanente ayant « pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé » (Statut de la Conférence, art. 1^{er}. – V. son site <https://www.hcch.net>). En sont membres les États suivants : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Chypre, République de Corée, Costa-Rica, Croatie, Danemark, République dominicaine, Égypte, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Mexique, Moldavie, Monaco, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nicaragua, Norvège; Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie, Salvador, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, République tchèque, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela (état au 30 juin 2023). Depuis le 3 avril 2007, suite à un amendement du Statut de la HCCH, l'Union européenne (UE) est également membre de l'Organisation, au côté de ses États membres, qui en sont aussi tous membres.

3. En outre, plus de soixante États, situés notamment en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, sans être pour l'instant membres de l'Organisation, y sont liés du fait de leur adhésion à une ou plusieurs conventions de La Haye, voire de leur participation aux réunions et aux activités de suivi du fonctionnement de celles-ci.

4. L'unification recherchée se poursuit principalement au moyen de l'adoption de traités multilatéraux – les conventions de La Haye – par les sessions diplomatiques plénières de la Conférence. Les quatre premières sessions (1893, 1894, 1900 et 1904) furent convoquées à l'initiative du gouvernement des Pays-Bas et présidées par Tobias ASSER (prix Nobel de la paix en 1911). Elles ont donné naissance à sept conventions. Après la Première Guerre mondiale, en 1925 et 1928, les cinquième et sixième sessions se sont tenues sans cependant conduire à la signature de traités. Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement néerlandais prit l'initiative de convoquer la septième session en 1951. Selon la tradition, la présidence des sessions est confiée au premier délégué néerlandais (à savoir Johannes OFFERHAUS en 1951 [VII], 1956 [VIII], 1960 [IX] et 1964 [X] ; Louis de WINTER en 1966 [session extraordinaire], 1968 [XI] et 1972 [XII] ; Jan SCHULTSZ en 1976 [XIII], 1980 [XIV], 1984 [XV], 1985 [session extraordinaire], 1988 [XVI] et 1993 [XVII, Centenaire] ; Antoon [Teun] STRUYCKEN en 1996 [XVIII], 1999 [commission spéciale à caractère diplomatique], 2001-2002 [XIX], 2005 [XX] et 2007 [XXI] ; et Paul VLAS 2019 [XXII]). Cette tradition est dorénavant entérinée par le Statut amendé (art. 4, § 5). De 1951 à 2019, vingt-deux sessions ordinaires et deux sessions extraordinaires ont eu lieu qui, hormis le Statut, ont donné le jour à trente-neuf conventions, souvent complétées par des instruments non contraignants (recommandations) et un éventail d'autres outils facilitant leur mise en œuvre. En outre, en 2015 la HCCH a adopté un important instrument non contraignant indépendant, les Principes sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux (pour la liste des instruments, V. *infra*, n^o 62).

§ 1^{er}. – Organisation

5. En 1951, la Conférence se donna un Statut, consigné dans un traité multilatéral, entré en vigueur le 15 juin 1955 (V. *infra*, n^o 62), afin d'assurer la continuité des travaux et d'éviter des périodes de léthargie comme ce fut le cas entre 1904 et 1925, ou entre 1928 et 1951. Les États membres doivent accepter formellement le Statut (art. 2 et 15). Pour les nouveaux venus, l'admission est soumise au vote favorable des États membres (art. 2, § 2). Les États ayant participé « aux sessions antérieures » n'ont pas à se soumettre à une procédure d'admission, il leur suffit d'accepter le Statut pour devenir membre (art. 2, § 1^{er} ; DROZ, Démembrement d'États et succession aux Conventions de La Haye, in *L'internationalisation du droit*, Mélanges en l'honneur d'Yvon Loussouarn, 1994, Dalloz, p. 157 s. ; Dissolution, continuation et successions en Europe de l'Est, 1994, Montchrestien, p. 175 s.). Une interprétation libérale de l'article 2 a permis, en 2001, tant l'accueil de la Fédération de Russie comme membre

de l'Organisation (en tant que successeur de l'Empire russe, celui-ci ayant participé aux quatre premières sessions de 1893 à 1904) que le retour du Brésil au sein de l'Organisation (membre de 1972 à 1978), sans devoir passer par la procédure de vote.

6. Une modification du Statut (citée *supra*, n° 5) – adoptée par la vingtième session le 30 juin 2005, approuvée par les États membres le 30 septembre 2006 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007 – a ouvert la possibilité pour certaines « Organisations régionales d'intégration économique » (ORIE) d'obtenir le statut de membre de l'Organisation. Les conditions et la procédure d'admission des ORIE sont réglées par l'article 3 nouveau du Statut, inspiré du Statut de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (*V. Agriculture [Internat.]*) mais quelque peu adapté au vu de la nature spécifique de la HCCH. La modification visait avant tout l'Union européenne (la Communauté européenne à l'époque) qui, à la suite de l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam le 1^{er} mars 1999, a acquis des pouvoirs législatifs dans le domaine du droit international privé, desquels a découlé une compétence externe selon la jurisprudence de la Cour européenne de justice (CJCE 31 mars 1971, *Commission c/ Conseil [AETR]*, aff. 22/70, Rec. 263. – *V. Compétences de l'Union européenne [Eur.]*). La position d'observateur aux travaux de la HCCH n'étant dès lors plus compatible avec cette compétence externe, il fallait faire en sorte que l'Union puisse participer à ces travaux à titre de membre à part entière. La question doit être distinguée de celle (*V. infra*, n°s 22 s.) relative à la capacité de signer ou ratifier une convention de La Haye, question réglée par les clauses finales de chacune des conventions (VAN LOON et SCHULZ, *The European Community and the Hague Conference on Private International Law*, in MARTENCZUK et VAN THIEL [Eds.], *Justice, Liberty and Security*, 2008, Brussels University Press, p. 257 s., spéc. p. 279 s.).

7. À l'origine, la direction des travaux de la HCCH fut assurée par la Commission néerlandaise pour la codification du droit international privé, comme organe de proximité par rapport au siège de l'Organisation. À la suite d'une évolution institutionnelle, entamée lors de la quatorzième session en 1980, les États membres, réunis en session diplomatique, ont directement pris en charge la fixation de l'ordre du jour des travaux futurs et le règlement des questions politiques (*V. Acte final, Actes et documents de la quatorzième session, partie E, t. I, 1982, p. 1-64*). À cette fin, la Commission spéciale sur les affaires générales et la politique de la Conférence, constituée par les représentants des Organes nationaux (*V. infra*, n° 10), a été instituée afin de préparer les décisions de la Commission des sessions diplomatiques chargée « des matières diverses » (*V. Acte final, Actes et documents de la seizième session, partie B sous n° 2, lettre d, t. I, 1991, p. 34*). Ensuite, la dix-neuvième session (2001-2002) a décidé que cette Commission spéciale devait se réunir à un rythme plus fréquent et lui a délégué le pouvoir de prendre des décisions sur les affaires générales et la politique de la Conférence (*V. Acte final, Actes et documents de la dix-neuvième session, partie B, t. I, 2008, p. 44*). Finalement, consacrant cette évolution, la modification du Statut de 2005 a établi le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence, composé de tous les membres et chargé d'assurer le fonctionnement de la Conférence. Il se réunit en principe tous les ans. La Commission d'État néerlandaise continue d'assurer des liens pour certaines matières importantes avec le pays hôte (art. 4 et 5).

8. Les États membres doivent participer au budget annuel de la HCCH qui couvre notamment les frais de fonctionnement du Bureau permanent et des Commissions spéciales, les dépenses liées à l'organisation des sessions diplomatiques étant prises en charge par le gouvernement néerlandais. Chaque année, le Conseil des représentants diplomatiques des États membres, présidé par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas,

approuve le budget présenté par le secrétaire général. La répartition de la contribution des États membres suit le système de classement de l'Union postale universelle, les classes supérieures étant cependant cantonnées à 33 unités (au lieu de 40 et 50). Une ORIE, en l'espèce l'Union européenne, n'est pas tenue de contribuer au budget annuel, mais verse une somme déterminée en consultation avec l'organisation, afin de couvrir « les dépenses administratives additionnelles découlant de son statut de membre » (art. 9 à 11). Afin de rendre possible plusieurs nouvelles activités – notamment concernant le suivi des conventions, l'assistance technique aux États parties à certaines conventions et la communication en d'autres langues que les langues officielles (le français et l'anglais), principalement en espagnol –, il a été nécessaire de faire appel à des contributions volontaires. Par ailleurs, en mars 2023, le Conseil des représentants diplomatiques a décidé d'adopter l'espagnol comme troisième langue officielle de la HCCH à partir du premier juillet 2024.

9. Le secrétariat de l'Organisation, le Bureau permanent, a son siège à La Haye et est composé d'un secrétaire général et de quatre secrétaires (élargissement à cinq secrétaires de 2008 à 2012, conformément à l'article 5(3) du Statut) jouissant d'un statut diplomatique, ainsi que de juristes et d'assistants administratifs, tous fonctionnaires internationaux (25,85 équivalents temps plein (ETP) payés à même le budget, 3,7 ETP payés par des contributions volontaires, et 2 ETP réguliers en détachement de longue durée au 30 juin 2023). Le Bureau permanent est chargé de la préparation et de l'organisation des sessions diplomatiques, ainsi que des réunions des Commissions spéciales, tant en vue de la préparation des instruments internationaux que du suivi du fonctionnement pratique de ceux-ci (art. 5 et 6). En outre, le Bureau permanent a été amené à développer une série de travaux postérieurs aux conventions, consistant en l'administration des traités, le suivi, l'évaluation et l'adaptation, la promotion, le développement et enfin l'assistance technique. Des programmes régionaux de promotion, d'éducation et de formation ont vu le jour et la HCCH s'est dotée d'un collaborateur juridique de liaison – représentant – pour l'Amérique latine et les Caraïbes (depuis 2005), établi à Buenos Aires et pour l'Asie et le Pacifique (depuis 2012), établi dans la région administrative spéciale de Hong Kong. La Conférence a conclu avec le gouvernement néerlandais un accord de siège, assorti d'une série d'accords sur les immunités et privilèges qui doivent être reconnus aux fonctionnaires et aux délégués. Un accord a également été signé, en 2010, avec le gouvernement argentin visant à faciliter le fonctionnement du bureau régional pour l'Amérique latine.

10. L'article 7 du Statut prévoit, en vue de faciliter les communications entre les membres de la Conférence et le Bureau permanent, que chaque État et organisation membre doit désigner un « Organe national », ou un « Organe de liaison ». Sur cette base, un réseau de communications a été établi, favorisant une étroite collaboration entre le Bureau permanent et ses membres. En outre, des réseaux parallèles sont actifs, englobant notamment le Bureau permanent et les autorités centrales et autorités compétentes désignées par les États parties aux conventions de coopération judiciaire et administrative. Enfin, la HCCH a établi un réseau judiciaire mondial (*V. infra*, n° 59).

11. La Conférence a conclu des accords notamment avec les Nations unies et depuis 2006 a le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale, le Conseil de l'Europe, le MERCOSUR et la Commission internationale de l'état (CIEC) civil sur, entre autres, les modalités de collaboration entre les différents secrétariats. Des réunions régulières entre les secrétaires généraux de la HCCH et d'UNIDROIT et le secrétaire de la CNUDCI contribuent à une bonne coopération entre les trois organisations. L'organisation maintient des liens avec un grand nombre

d'organisations internationales, tant gouvernementales que non gouvernementales, scientifiques ou professionnelles, telles que l'*International Law Association*, l'Association internationale du barreau, l'Union internationale du notariat, le Service social international, etc.

12. L'organisation des travaux de préparation des conventions est la suivante : le choix des matières à l'ordre du jour ayant été établi par la session diplomatique ou le Conseil sur les affaires générales et la politique (sur requête d'un membre, d'une organisation internationale ou à la suite d'une suggestion du Bureau permanent), le Bureau permanent procède à des études préliminaires contenant à la fois des éléments de droit international privé et de droit privé comparé et une analyse des problèmes propres à la synthèse recherchée. En guise de préalable à la préparation du choix des matières, le Bureau permanent conduit souvent des études de faisabilité. Ces études sont ensuite soumises aux membres de la Conférence, et le Bureau permanent recueille leurs observations en prévision de la réunion d'une commission spéciale à laquelle une ébauche d'avant-projet, un mémorandum introductif ou une liste de questions à traiter sont parfois présentés. La convocation d'une telle commission spéciale peut être précédée par une ou plusieurs réunions d'un groupe d'experts puis d'un groupe de travail.

13. Une commission spéciale, composée d'experts désignés par les membres de la Conférence et à laquelle participent également des observateurs d'organisations internationales (gouvernementales et non gouvernementales), se réunit à plusieurs reprises sur des périodes d'une à deux semaines, en vue de l'élaboration d'un avant-projet de convention qui sera commenté par un, voire par plusieurs rapporteurs élus parmi les experts. Les observations des membres sont à nouveau recherchées et collectées afin de servir, avec l'avant-projet et le rapport, de point de départ aux discussions de la session diplomatique plénière). En cas de besoin, des sessions extraordinaires peuvent être convoquées pour régler une question particulière. Par ailleurs, la Conférence peut s'ouvrir à des États non membres intéressés par une matière particulière (la vente internationale de marchandises : session extraordinaire de 1985 ouverte à tous les États ; l'adoption d'enfants : dix-septième session de 1993, ouverte à une trentaine d'États non membres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; le recouvrement des aliments : vingt et unième session de 2007, ouverte notamment aux États non membres parties à la convention des Nations unies du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger). Les États non membres sont également invités à participer aux réunions relatives à l'amendement d'une convention de La Haye à laquelle ils sont parties (art. 40 convention de Vienne sur le droit des traités), ou portant sur le fonctionnement pratique d'une telle convention.

14. Jusqu'en 1999, les négociations suivaient le système de vote, même si des efforts avaient toujours été déployés pour aboutir à des résultats acceptables pour l'ensemble des membres. Les négociations sur une convention relative à la compétence des tribunaux et la reconnaissance et l'exécution de jugements étrangers en matière civile et commerciale – qui coïncidaient avec le processus de transfert de compétences à l'Union européenne par ses États membres – ont montré les limites de cette méthode. Sans modifier le règlement de vote, le système de consensus a fait son entrée. La méthode du consensus a finalement été consacrée – à l'exception des questions financières – dans le Statut révisé (art. 8, § 2) et un règlement de vote a été adapté en conséquence, incorporé dans le règlement intérieur de la HCCH. Depuis 2002, toutes les conventions ont été adoptées par consensus.

15. Le résultat des délibérations est consigné dans l'Acte final de la session. Celui-ci peut également contenir des décisions relatives aux travaux futurs ou des recommandations sur des points particuliers. La genèse et l'économie du projet de convention adopté sont expliquées dans un rapport explicatif du ou des experts élus, depuis 2005 approuvé par les membres, et la convention est ouverte à la signature. Les conventions adoptées jusqu'à la dix-neuvième session (y compris la convention Titres de 2006 adoptée par cette même session) portent la date de la première signature. La signature est réservée aux membres de la HCCH qui jouissent de ce statut au moment de la session diplomatique en question (les autres États devant adhérer à la convention, V. *infra*, n^{os} 26 s.) ; dans certains cas, peuvent également signer les États non membres invités à participer aux négociations, voire tout État. À partir de la vingtième session (convention Élection de for de 2005), les conventions portent la date de leur adoption par la session diplomatique. Les textes authentiques des conventions, ainsi que les travaux préliminaires et le rapport explicatif sont consacrés dans les Actes et documents de la Conférence de La Haye (huit tomes publiés avant la Seconde Guerre mondiale ; quarante-sept tomes parus depuis 1951).

§ 2. – Nature des conventions élaborées

16. La Conférence dépend essentiellement, pour l'exercice de sa fonction législative, du procédé de la conclusion de conventions internationales. Au début de leur participation aux travaux de la HCCH, les États-Unis d'Amérique avaient fait valoir qu'il leur était difficile de conclure des conventions internationales dans certains domaines de droit privé relevant de la souveraineté des États membres de la fédération, ce qui les avait amenés à faire valoir que les règles de conflits, n'impliquant pas d'éléments de réciprocité, pourraient tout aussi bien être unifiées unilatéralement sans traité préalable sur la base de lois modèles (V. la pratique de la *National Conference of Commissioners for Uniform State Laws* aux États-Unis, Actes et documents de la neuvième session, 1960, p. 209 s.). La Conférence, après examen au cours de la neuvième session de 1960, n'a ni abandonné sa méthode traditionnelle ni rejeté définitivement la proposition d'établir des lois modèles ou des lois uniformes (DROZ, La Conférence de La Haye de droit international privé et les méthodes d'unification du droit : traités internationaux et lois modèles ?, *Rev. dr. int. dr. comp.* 1961. 507). C'est ainsi que l'Acte final de la quatorzième session de 1980 « [a]dmet que la Conférence, tout en conservant pour objectif principal l'élaboration de conventions internationales, puisse néanmoins utiliser d'autres procédés moins contraignants, tels que la recommandation ou la loi modèle, lorsque, à raison des circonstances, cela paraît particulièrement approprié » (V. Actes et documents de la quatorzième session, partie D, 4, t. I, p. I-63). Bien qu'aucune loi modèle n'ait été établie pour l'instant, des États fédéraux (États-Unis, Canada, Mexique, Australie, etc.) ont pu ratifier des conventions portant sur le droit privé (VAN LOON, *Legal Diversity in a Flat, Crowded World : The Role of the Hague Conference*, *Rev. hellénique dr. int.*, 2010. 495, spéc. p. 499 s.).

17. On notera cependant que des recommandations, portant notamment sur des formulaires destinés à compléter des conventions d'entraide, ont été plusieurs fois émises ; dans certains cas, elles vont plus loin et précisent le domaine ou la portée de la convention (V. notamment la déclaration et la recommandation relatives au domaine de la convention Vente [1955], portant sur la loi applicable aux ventes aux consommateurs, Acte final, Actes et documents de la quatorzième session, partie C, t. I, p. I-62). Et surtout, comme indiqué plus haut (*supra*, n^o 4), en 2015 la HCCH a adopté les importants Principes sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux, instrument non contraignant indépendant. (V. Bureau permanent de la

Conférence de La Haye, Choix de la loi applicable aux contrats du commerce international : Des Principes de La Haye, Rev. crit. DIP 2010. 83).

18. La HCCH a abandonné l'idée, classique au XIX^e siècle, selon laquelle un État ne saurait contracter que pour ses ressortissants. Cette façon de voir, illustrée par exemple par les conventions de 1902 sur le mariage, le divorce ou la tutelle, a été remplacée par l'idée que l'État contracte dans l'intérêt de ses justiciables, qu'ils soient des nationaux, des personnes domiciliées, résidant habituellement ou exceptionnellement présentes sur son territoire, ou encore des entités qui lui sont rattachées de manière stable. Encore faut-il noter que ce rattachement, qui déclenche l'application du traité, est surtout utilisé dans des conventions qui impliquent une certaine réciprocité ou une coopération entre autorités. C'est ainsi que la convention Enlèvement d'enfants (1980) exige que l'enfant soit ou ait été résident habituel dans un État contractant. De même, la convention Accès à la justice (1980) accorde le bénéfice de l'assistance judiciaire ou de la dispense de caution aux personnes, quelle que soit leur nationalité, résidant habituellement dans un État contractant. Parfois, aucun lien n'est exigé entre le justiciable et un État, lorsque par exemple il s'agit de reconnaître ou d'exécuter dans un État contractant un jugement, un acte, une commission rogatoire ou une signification en provenance d'un autre État contractant. C'est l'origine de l'acte, du jugement... qui est seule prise en considération.

19. S'agissant de l'unification des règles de conflits de lois, seule la convention Obligations alimentaires/Loi applicable (1956) a limité le domaine d'application de la règle de conflits aux cas où elle déclare applicable la loi d'un État contractant. Le procédé a été abandonné, car l'unification des règles de conflits ne nécessite aucun élément de réciprocité. C'est la convention Vente (1955) qui a amorcé le procédé en prévoyant que la règle de conflit uniforme était introduite dans le droit national des États contractants (art. 7). Depuis la convention Forme des testaments (1961), les conventions de ce type se limitent à prévoir qu'elles s'appliquent « même si la loi applicable n'est pas celle d'un État contractant » (à l'exception des réserves prévues à l'article 13, alinéa 3, de la convention Protection des mineurs [1961] et à l'article 21 de la convention Trust [1985]).

20. L'effet de ces conventions à caractère universel est de remplacer la règle de conflit de droit commun par la règle de conflit conventionnelle. En vertu de l'adage « convention universelle sur convention universelle ne vaut » (DROZ, Regards sur le droit international privé comparé, Cours général de droit international privé, Rec. cours La Haye, t. 229, 1991-IV, p. 127, spéc. p. 390 s.), il convient d'établir un ordre de priorité, sinon le conflit de conventions risque de devenir inextricable. En général, les conventions de La Haye cèdent le pas aux instruments postérieurs, parfois sous certaines conditions qui, notamment pour les conventions récentes protégeant les personnes vulnérables, peuvent être strictes.

21. À la suite de l'acquisition par l'Union européenne de pouvoirs législatifs dans le domaine du droit international privé, la question de la relation entre conventions de La Haye et règlements communautaires s'est posée. Plusieurs règlements ont simplement postulé leur priorité par rapport à des conventions de La Haye dont le domaine recoupe celui du règlement en question (V. par exemple Règl. (UE) n° 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (refonte), dit « Bruxelles II ter », art. 95, mais, plus nuancé, art. 96 et art. 97) ; En revanche, le règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la

loi applicable aux obligations contractuelles (« Rome I »), dans son article 25, et le règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (« Rome II »), dans son article 28, réservent, en principe, l'application des conventions internationales auxquelles un ou plusieurs États membres de la Communauté sont parties, mais uniquement lors de l'adoption du règlement concerné. C'est ainsi que les conventions Vente (1955 – dénoncée par la Belgique en 1999), Contrats d'intermédiaires (1978), Accidents de circulation (1971) et Responsabilité du fait des produits (1973) continuent de s'appliquer dans les États membres de l'Union qui étaient parties à ces conventions au moment de l'adoption de ces règlements, tout en bloquant la possibilité pour les autres États membres de l'Union d'adhérer à ces conventions. En revanche, le règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (Règl. n° 4/2009 du Conseil, 18 déc. 2008, JOUE, n° L 7, 10 janv. 2009), au lieu de prévoir lui-même des règles de droit applicable, renvoie aux dispositions du protocole Obligations alimentaires/Loi applicable (2007), et le règlement Bruxelles II ter (préc.) laisse à la convention Protection des enfants (1996) le soin de déterminer la loi applicable en matière de responsabilité parentale (V. considérants (92) et (93)).

22. À partir de la convention Titres (2006), adoptée en 2002, les conventions de La Haye prévoient, par une clause spéciale, la possibilité d'une signature, acceptation, approbation ou adhésion (la ratification étant réservée aux États) par certaines ORIE, telle que définie par ces conventions. En réalité, ces clauses ne visent pour l'instant que l'Union européenne, car, à l'heure actuelle, seule celle-ci répond aux critères établis.

23. Deux hypothèses se présentent. Dans la première, l'Union européenne et ses États membres deviennent parties à la convention. Cela pourra se produire s'ils jouissent d'une compétence conjointe – c'est-à-dire une compétence externe concurrente sur la matière de la convention concernée – ou d'une compétence partagée ou mixte, ce qui est le cas lorsque certaines questions relèvent de la compétence externe de l'Union et d'autres de celle des États membres, comme c'est le cas pour la convention Titres (2006). La seconde hypothèse se présente lorsque l'Union jouit d'une compétence exclusive : elle seule devient partie à la convention, liant ainsi ses États membres. À titre d'exemples, on peut citer l'approbation par l'Union des conventions Élection de for (2005) et Recouvrement des aliments (2007) ainsi que du protocole Obligations alimentaires/Loi applicable (2007) ou encore l'adhésion par l'Union à la convention Jugements (2019).

24. Une difficulté se présente pour les conventions antérieures à 2002 qui ne prévoient pas une telle clause, mais tombent dorénavant dans les domaines de compétence dévolus à l'Union européenne. Car si, d'une part, l'absence d'une telle clause dans une convention ne permet pas à l'Union d'en devenir partie, d'autre part les États membres de l'Union ne sont plus libres de la ratifier, ou de la ratifier seuls. Pour la convention Protection des enfants (1996), dont le domaine recoupe en partie celui du règlement Bruxelles II (V. *supra*, n° 21), le Conseil de l'Union a décidé d'« autoriser » ses États membres à la ratifier ou à y adhérer collectivement « dans l'intérêt de la Communauté ». En 2015, l'Italie fut le dernier État membre de l'Union à ratifier cette convention. La même procédure est envisagée pour la convention Protection des adultes (2000).

25. Plus généralement, lorsqu'elle a adhéré au Statut de la HCCH (2007), l'Union européenne (soit à l'époque la Communauté européenne) a fait la déclaration solennelle suivante : « La

Communauté européenne s'efforce d'examiner s'il est dans son intérêt d'adhérer aux conventions de La Haye existantes qui relèvent de la compétence de la Communauté. Lorsque cet intérêt existe, la Communauté européenne, en coopération avec la [Conférence de La Haye], fera tout ce qui est en son pouvoir pour surmonter les difficultés résultant de l'absence de clause permettant l'adhésion d'une Organisation régionale d'intégration économique auxdites conventions [...] ».

26. Le contraste entre conventions à caractère universel et conventions à caractère réciproque (V. *supra*, n° 18) est également sensible au niveau des conditions d'adhésion des États tiers (ou, pour les conventions les plus récentes, également certaines ORIE) qui n'ont pas participé à l'élaboration du texte conventionnel. Pour les conventions à caractère universel, aucune condition ne doit être exigée pour l'adhésion, puisque la règle uniforme est destinée à remplacer la règle de droit commun, et rien n'empêcherait un État d'introduire directement les dispositions conventionnelles dans sa législation. C'est pourquoi, logiquement, de telles conventions devraient être totalement ouvertes à l'adhésion (une exception aberrante se trouve dans l'article 18 de la convention Accidents de circulation [1971] ; elle s'explique par des raisons politiques de l'époque, l'Allemagne de l'Ouest voulant éviter tout risque de relations avec l'Allemagne de l'Est si cette dernière adhérerait au traité). Les conventions universelles récentes se bornent à ouvrir sans conditions l'adhésion à tout État.

27. Pour ce qui est des conventions à caractère réciproque, une large palette de solutions a été utilisée. Les anciennes conventions étaient des conventions fermées, limitées aux États représentés aux sessions de la Conférence (V. par exemple la convention sur le mariage de 1902, art. 10). Une série de protocoles du 28 novembre 1923 a permis des adhésions, sauf veto, de chacun des États contractants. La technique du veto a été reprise dans la convention Procédure civile (1954) puis dans la convention Notification (1965). Évidemment, ce système – qui peut bloquer l'adhésion d'un nouvel État partie avec effet vis-à-vis de tous les États parties – peut nuire à l'épanouissement de la convention. Il n'est dès lors pas étonnant que le veto n'ait jamais été appliqué dans la pratique.

28. C'est pourquoi le système du veto concernant les États qui furent membres ou représentés lors de la session diplomatique ayant élaboré la convention a été abandonné ; désormais on n'a plus recours qu'à deux procédés. Le système de l'*opposition individuelle* consiste à permettre à tout État partie à la convention de s'opposer à ce qu'elle entre en vigueur entre l'État adhérent et l'État contractant. Si une opposition n'est pas formulée dans un délai (de six mois ou parfois douze mois), la convention entre en vigueur. Ce système a l'avantage de clarifier rapidement la situation et de donner un domaine territorial plus vaste aux conventions, car les États hésitent à formuler expressément une position négative à l'égard d'un autre État. On retrouve ce système, par exemple, dans les conventions Apostille (1961), Adoption internationale (1993), Protection des enfants (1996) et Recouvrement des aliments (2007).

29. L'autre procédé est celui de l'*acceptation individuelle*, qui laisse aux États parties la liberté d'accepter ou non des relations avec l'État adhérent. Il en résulte une bilatéralisation et une atomisation des effets de la convention non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps, puisque les acceptations peuvent se succéder durant des années. Par ailleurs, le système souffre de la passivité des administrations nationales. Néanmoins, pour certaines matières sensibles, ce système l'a emporté ; citons notamment à ce propos les conventions Divorce (1970), Obtention des preuves (1970) et Enlèvement d'enfants (1980). La convention Jugements (2019) a introduit une variante

innovante. Tandis que la convention Élection de for (2005) est ouverte à tous les États dans un souci d'assurer l'efficacité de l'autonomie des opérateurs commerciales, la convention Jugements, ayant un champ d'application bien plus large, offre aux États la faculté de refuser d'établir des relations conventionnelles avec d'autres États, même membres ou représentés lors de la vingt-deuxième session diplomatique (art. 29).

30. Le procédé des réserves est utilisé dans le cas où une minorité d'États éprouvent des difficultés particulièrement graves vis-à-vis d'une ou de plusieurs dispositions. Le texte de la convention mentionne alors qu'un État peut déclarer, au plus tard lors de la ratification ou de l'adhésion, qu'il n'appliquera pas ces dispositions. Il peut s'agir d'une limitation du champ d'application matériel de la convention, ou d'une modification des règles convenues destinées à être appliquées uniquement par les tribunaux de l'État ayant utilisé la réserve (V. par exemple la convention Recouvrement des aliments [2007], art. 20, § 2 et 3). Parfois même, la réserve s'étend à un chapitre entier d'une convention (V. par exemple les conventions Obtention des preuves [1970], art. 33, et Mariage [1978], art. 16). Quant aux autres États contractants, ils appliqueront la convention intégralement sauf si la réserve est sujette à la condition de réciprocité. Dans ce dernier cas, l'État qui a fait usage de la réserve ne peut invoquer vis-à-vis des autres États contractants la règle conventionnelle à laquelle il se soustrait (V. par exemple les conventions Procédure civile [1954], art. 32, § 2 ; Élection de for (2005), art. 21 ; et Recouvrement des aliments [2007], art. 2, § 2. – DROZ, Les réserves et les facultés dans les conventions de La Haye de droit international privé, Rev. crit. DIP 1969. 381).

31. Le système des réserves compromet certes l'unification recherchée, mais, dans la pratique, l'emploi effectif en est relativement limité. De toute façon, la HCCH part du principe que des réserves non mentionnées dans le texte d'une convention ne sont pas admises, et l'idée est le plus souvent concrétisée dans une disposition expresse. Cependant, les deux conventions récentes Élection de For (2005, art. 21) et Jugements (2009, art. 18) permettent à un État ayant « un intérêt important à ne pas appliquer la présente convention à une matière particulière » de « déclarer qu'il ne l'appliquera pas à cette matière ». Toutefois, la portée de cette déclaration ne doit pas être plus étendue que nécessaire et la matière exclue doit être définie de façon claire et précise. En devenant partie à ces deux conventions, l'Union européenne s'est prévaluée de cette faculté.

32. L'entrée en vigueur des conventions de La Haye dépend d'un nombre minimal de ratifications pour assurer le caractère multilatéral du traité. Ce nombre est passé de six à cinq, puis à quatre et enfin à trois, voire à deux, afin d'accélérer les entrées en vigueur. Dans le cas où l'Union européenne est seule compétente pour approuver une convention, son approbation se substitue au processus de ratification par ses membres. L'approbation par l'Union des conventions Élection de for (2005) et Recouvrement des aliments (2007) ainsi que du protocole Obligations alimentaires/Loi applicable (2007) ou encore l'adhésion par l'Union à la convention Jugements (2019) en offre des exemples.

33. Les effets d'une convention à l'intérieur des ordres juridiques étatiques dépendent en général de l'écoulement d'un délai de grâce de trois mois permettant aux autorités nationales de prendre les mesures de publication et d'instruction nécessaires, afin que les règles convenues puissent effectivement être connues et appliquées par les autorités judiciaires ou administratives et les justiciables, et pour assurer que les autorités désignées en vertu de la convention soient prêtes à assumer leurs fonctions. À deux reprises, la HCCH a convoqué des commissions spéciales, avant même l'entrée en vigueur d'une

convention, afin de faciliter sa mise en œuvre par les futurs États contractants. C'est ainsi qu'une commission spéciale a été organisée en 1994 en vue de la mise en œuvre de la convention Adoption internationale (1993) et de son application aux enfants réfugiés et déplacés, et en 2009 en vue de la mise en œuvre de la convention Recouvrement des aliments (2007).

34. Par le passé, les conventions déterminaient le champ d'application territorial des règles admises en stipulant l'application directe sur le territoire « européen » ou « métropolitain » aux États contractants et en permettant une extension aux autres territoires « représentés sur le plan international ». Lorsque la Conférence a été ouverte à tous les États pour la négociation de la convention Contrats de vente (1986), il est apparu préférable, sur le plan politique, de supprimer les dispositions relatives aux extensions territoriales. Depuis lors, le silence a été maintenu dans les conventions. L'absence de clauses n'implique pas qu'on ne puisse pas étendre une convention aux territoires représentés sur le plan international, mais un État partie peut refuser l'effet d'une extension décidée par un autre État partie. Un tel refus n'aurait d'ailleurs d'effets réels que pour une convention impliquant la réciprocité.

35. Afin d'assurer l'unité d'interprétation et d'application des conventions, la Conférence avait élaboré un protocole (du 27 mars 1931) pour reconnaître à la Cour permanente de justice internationale compétence pour interpréter les conventions de La Haye en vigueur à cette époque. Un tel protocole n'a pas été repris lors de la création de la Cour internationale de justice ; on estimait en effet probable l'acceptation, par la plupart des États, de la clause facultative de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour. Bien que cet espoir ait été déçu, il n'a pas été envisagé d'élaborer un nouveau protocole. On rappellera que la Cour internationale de justice a eu l'occasion d'interpréter une convention de La Haye, la convention de 1902 sur la tutelle des mineurs, à l'occasion de l'affaire Boll opposant les Pays-Bas à la Suède sur la base d'un accord spécial entre ces deux États (CIJ 28 nov. 1958, Rec. CIJ, p. 54 ; Rev. crit. DIP 1958, 713). On notera, en l'absence de juridiction internationale commune d'interprétation des conventions, qu'il est de plus en plus fréquent que les cours suprêmes des États membres, ou même la Cour européenne des droits de l'homme, ou la Cour de justice de l'Union européenne, soient appelées à interpréter des dispositions des conventions de La Haye (notamment la convention Enlèvement d'enfants [1980]. – V. la base de données INCADAT, <http://www.incadat.com> – et le protocole Obligations alimentaires/Loi applicable, qui fait partie intégrante du droit de l'Union européenne). Les commissions spéciales de fonctionnement des conventions, couplées à des outils d'appui tels que les bases de données, contribuent à assurer une interprétation uniforme.

§ 3. – *Matières traitées*

36. Les termes de l'article premier du Statut, selon lesquels la Conférence a pour but de travailler à l'unification progressive du droit international privé, sont très larges et, d'une façon générale, on peut dire que le domaine de la HCCH s'étend de l'unification des règles de conflits de lois au règlement des conflits de juridictions, y compris la reconnaissance et l'exécution de décisions, et à la coopération (entraide) judiciaire et administrative internationale. Certaines conventions modernes, notamment les conventions Protection des enfants (1996) et Protection des adultes (2000), comprennent tous ces aspects, offrant ainsi un système complet et performant. On notera enfin que deux conventions, qui ne sont pas entrées en vigueur mais qui importent pour la théorie du droit international privé, ne visent

pas à l'unification des règles de conflits de lois mais à un règlement des conflits de systèmes (V. les conventions Renvoi [1955] et Sociétés [1956]). Des éléments de règlement de conflits de systèmes se retrouvent par ailleurs dans d'autres conventions, comme la règle de renvoi au deuxième degré de l'article 4 de la convention Successions/Loi applicable (1989 ; LAGARDE, Le principe de proximité dans le droit international privé contemporain, Cours général de droit international privé, Rec. cours La Haye, t. 196, 1986-I, p. 25), ou les dispositions tranchant directement le conflit de qualifications, ou encore les conventions Forme des testaments (1961 ; art. 5), Mariage (1978 ; art. 12) et surtout Trust (1985 ; art. 11).

37. Quant au domaine matériel sur lequel portent les efforts d'unification et de réglementation, il englobe le droit de la famille et des personnes, le droit des obligations contractuelles et extracontractuelles, le droit commercial et financier et enfin les questions de procédure et la coopération judiciaire et administrative. Ce sont ces questions de procédure qui furent l'objet des premiers efforts réussis à la Conférence, à savoir l'élaboration des conventions de 1896 et de 1905 sur la procédure civile. Vinrent ensuite cinq conventions en matière de droit de la famille, mariage, divorce, protection des personnes incapables, de 1900 à 1904. Dans l'entre-deux-guerres, la Conférence se dota d'un programme plus ambitieux englobant l'exécution des jugements, les faillites et les successions, mais ces travaux n'aboutirent point. Depuis 1951, hormis le Statut, trente-neuf conventions ont été adoptées dans tous les domaines matériels énoncés.

38. Les conventions en matière de droit de la famille et des personnes portent d'abord sur les relations personnelles : a) Enfants : Protection des mineurs (1961), révisée par la convention Protection des enfants (1996) ; Enlèvement d'enfants (1980) ; Adoption (1965), dorénavant remplacée par celle de 1993 ; b) Couples : Divorce (1970) ; Mariage (1978) ; c) Adultes vulnérables : Protection des adultes (2000 ; avec une attention particulière pour la gestion de leurs biens). D'autres conventions appartenant à ce groupe concernent les relations patrimoniales : a) Obligations alimentaires/loi applicable : Enfants (1956), Obligations alimentaires (1973) et Protocole (2007) ; b) Obligations alimentaires/reconnaissance et exécution des jugements étrangers : Enfants (1958), Obligations alimentaires (1973) et Recouvrement des aliments (2007), celle-ci complétée par des dispositions sur l'entraide destinées à remplacer la convention de New York de 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger ; c) Régimes matrimoniaux (1978) ; d) Matières successorales : Forme des testaments (1961) ; Successions/Administration (1973) ; Trust (1985) ; Successions/Loi applicable (1989).

39. Toutes les techniques ont été employées, à savoir l'unification des règles de conflits (forme des testaments, loi applicable aux obligations alimentaires, aux régimes matrimoniaux, aux testaments et aux successions), le règlement des conflits de juridictions (divorce, exécution des décisions en matière d'aliments), l'entraide judiciaire et administrative (enlèvement d'enfants, adoption, aliments), ainsi que des combinaisons de chacune de ces techniques. On relèvera, en ce qui concerne les conventions en matière de droit de la famille, l'importance accordée à la protection des enfants, et surtout l'étonnante progression des conventions Enlèvement d'enfants (1980) et Adoption internationale (1993), qui sont chacune entrée en vigueur dans plus de cent États.

40. La matière des obligations contractuelles et extracontractuelles a surtout fait l'objet de conventions unifiant les règles de conflits de lois. La convention Vente (1955) est en vigueur en France et dans un certain nombre d'autres États, notamment

européens (pour sa relation avec le règlement Rome I ; V. *supra*, n° 21). La convention Contrats de vente (1986), plus ambitieuse, négociée au niveau mondial, n'est pas entrée en vigueur ; cependant, comme d'autres conventions en matière de droit applicable, elle a eu une influence sur certains systèmes nationaux de droit international privé, notamment sur le code civil (livre X) du Québec (art. 3114) et les règles établies en matière de loi applicable aux contrats par la Cour suprême de la Chine du 23 juillet 2007 (art. 5, § 2, a)). La convention Contrats d'intermédiaires (1978) est en vigueur en France, au Portugal, aux Pays-Bas ainsi qu'en Argentine. En matière de responsabilité civile, ce sont les accidents de la circulation qui, sur le plan international, ont soulevé le plus grand nombre de cas pratiques en raison de l'augmentation massive du trafic des poids lourds et des voyages touristiques. La convention Accidents de circulation (1971) unifie aujourd'hui le droit international privé dans dix-neuf États européens ainsi qu'au Maroc (pour sa relation avec le règlement Rome II, V. *supra*, n° 21). La convention Responsabilité du fait des produits (1973) est en vigueur dans onze États européens.

41. Dans le domaine du droit financier, la convention Trust (1985) est entrée en vigueur dans une douzaine d'États, tandis qu'on retrouve plusieurs de ses dispositions dans le code de droit international privé belge et le code civil du Québec. La convention Titres (2006) est entrée en vigueur pour les États-Unis d'Amérique, l'île Maurice et la Suisse.

42. En matière de questions de procédure et de coopération judiciaire et administrative, la HCCH a connu un vif succès avec la convention Procédure civile (1954 ; qui reprenait d'ailleurs celle de 1905), en vigueur dans presque cinquante États. La modernisation de son chapitre I par la convention Notification (1965) intéresse, quant à elle, plus de quatre-vingts États. La convention Obtention des preuves (1970) qui remplace le chapitre II de la convention de 1954 intéresse également plus d'une soixantaine d'États. L'essor de la convention Accès à la justice (1980), qui achève la révision de la convention de 1954 (chapitres III à VI), est pour l'instant moins spectaculaire ; elle est en vigueur dans presque trente États.

43. La palme d'or revient cependant à la convention Apostille (1961), destinée à faciliter la circulation des actes et documents publics en éliminant une formalité coûteuse et complexe. Elle est en vigueur dans cent vingt-cinq États. Le programme e-APP, développé par le Bureau permanent – visant au développement de modèles de logiciels pour l'émission et l'utilisation d'apostilles électroniques (e-Apostilles) ainsi qu'à la création et l'utilisation de registres électroniques pour les apostilles (e-Registres) –, offre un exemple de l'activité d'adaptation d'une convention conçue pour un monde papier à un environnement virtuel, accroissant en même temps le niveau de sécurité des apostilles, et ce, sans modifier le texte de la convention (le Bureau permanent estime que le nombre d'apostilles émises chaque année s'élève à 30-35 millions).

44. La convention Exécution des jugements (1971) n'a pas eu, sur le plan des ratifications, le succès espéré (bien qu'elle ait servi de modèle à de nombreuses conventions bilatérales et multilatérales). Cela peut s'expliquer, d'une part, par la complexité technique du système de la « bilatéralisation » du traité multilatéral, qui oblige les administrations non seulement à convaincre l'autorité politique de l'utilité d'une ratification, mais en plus à étudier l'opportunité d'accords particuliers avec tel ou tel partenaire. Mais d'autre part et surtout, par l'arrêt net de l'élan de cette convention dû à la négociation et à l'entrée en vigueur de la convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, à laquelle a succédé le règlement (UE)

n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) (« Bruxelles I bis ») (V. *Compétence judiciaire européenne, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale* [Eur., Internat., Pr. civ.]). La situation a aujourd'hui changé et la HCCH a exploré, à l'échelon mondial, la possibilité d'élaborer une convention à caractère « double ». Ces efforts ont, pour l'instant, débouché sur la convention Élection de for (2005), qui vise à accomplir pour ces accords ce que la convention des Nations unies du 10 juin 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères a fait pour les conventions d'arbitrage, complétée par la convention Jugements (2019) offrant un cadre pour la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers (AUDIT, Observations sur la convention de La Haye du 30 juin 2005 relative aux accords d'élection de for, *in* Vers de nouveaux équilibres entre ordres juridiques, *Liber Amicorum* Hélène Gaudemet-Tallon, 2008, Dalloz, p. 17. – USUNIER, La convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for. Beaucoup de bruit pour rien ?, *Rev. crit. DIP* 2010. 37. – CLAVEL et JAULT-SESEKE, La convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale : Que peut-on en attendre ? Travaux du comité français de droit international privé, vol. 2018-2020, 2018. – WELLER et al., *The HCCH 2019 Judgments Convention, Cornerstones, Prospects, Outlook*, Hart, 2023, BRAND et al. *The 2019 Hague Judgments Convention*, Oxford, 2023).

§ 4. – Solutions techniques

A. – Sur le plan législatif

45. La HCCH a innové en employant des solutions nouvelles dans les conventions. Sur le plan des facteurs de rattachement, l'utilisation de la résidence habituelle a été généralisée pour éviter les difficultés tenant à la divergence marquée des systèmes juridiques à ce propos, notamment entre les critères de la nationalité et du domicile, à l'utilisation variée de la notion de domicile et à la multiplication des cas de plurinationalité. Le rattachement à la nationalité n'a pas été supprimé, mais très largement amoindri. Cette notion est surtout utilisée en cas de défaillance du facteur de rattachement fondé sur la résidence habituelle, et la loi de la nationalité est offerte dans plusieurs conventions comme une des options lorsque les parties peuvent désigner la loi applicable (V. par exemple les conventions Régimes matrimoniaux [1978 ; art. 3, § 2, Successions/Loi applicable [1989 ; art. 5, § 1^{er}], Protection des adultes [2000 ; art. 15, § 2] et le protocole Obligations alimentaires/Loi applicable [2007 ; art. 8, § 1^{er}]).

46. L'utilisation généralisée de la résidence habituelle comme facteur de rattachement, aux dépens du rôle du domicile et de la nationalité, est également une des concrétisations du principe de proximité que l'on retrouve dans les conventions de La Haye modernes (LAGARDE, cours préc., p. 25). Les conventions en matière contractuelle et extracontractuelle, quant à elles, cherchent à établir des critères précis et aisément praticables pour trouver de manière prévisible la loi présentant le lien le plus étroit avec le contrat ou le délit concerné. Anticipant les codifications nationales ou conventionnelles récentes, la Conférence a choisi dès 1928, lors des travaux préliminaires à la convention Vente (1955), pour déterminer la loi applicable au contrat, le critère de la résidence habituelle de l'auteur de la prestation caractéristique, en principe celle du vendeur en matière de vente, de l'intermédiaire en matière de représentation. La HCCH n'a pas hésité à adopter un facteur de rattachement insolite, mais adapté aux situations concrètes : le critère de l'immatriculation du véhicule pour les accidents de circulation routière. Parfois, un système de

groupement d'indices est adopté (conventions Contrats d'intermédiaires [1978], Accidents de circulation [1971], Responsabilité du fait des produits [1973]). Dans un souci d'offrir un maximum de sûreté et de prévisibilité, la convention Titres (2006) s'efforce de qualifier dans le détail le critère de l'établissement pertinent, en prescrivant des éléments qui doivent ou ne doivent pas être impérativement pris en compte.

47. À l'autre extrême, la convention Trust (1985 ; art. 7) se contente d'indiquer de manière énonciative les facteurs qui pourront être retenus lorsque le constituant du trust n'a pas choisi la loi applicable. On s'approche ici d'une simple règle prévoyant l'application de la loi avec laquelle la relation juridique visée présente les liens les plus étroits. En effet, celle-ci a été prévue, à défaut de facteurs de rattachement précis communs aux deux époux, par la convention Régimes matrimoniaux (1978 ; art. 4, § 3). D'autre part, elle apparaît, mais alors dans sa fonction correctrice, pour atténuer la rigidité de l'application de points de rattachement précis (V. par exemple les conventions Contrats de vente [1986 ; art. 8, § 3] et Successions/Loi applicable [1989 ; art. 3, § 3]).

48. Plusieurs conventions de La Haye poursuivent l'objectif de désigner l'ordre juridique qui permettra d'obtenir un résultat matériel voulu. Différentes méthodes ont été utilisées à cette fin. En offrant un large éventail de rattachements, et par conséquent de lois potentiellement applicables et capables de valider la forme d'une disposition testamentaire, la convention Forme des testaments (1961) fait en sorte qu'une telle disposition sera rarement jugée invalide. Une autre méthode a été introduite par les instruments sur la loi applicable aux obligations alimentaires (1956, 1973, 2007) : le rattachement en cascade qui permet au créancier d'obtenir des aliments de son débiteur.

49. L'*autonomie de la volonté* comme rattachement a été introduit par la convention Vente (1955), basée sur des travaux préparatoires qui remontent à 1928. Aucun lien n'est exigé entre la loi choisie par les parties et le contrat. La même règle est consacrée par la convention Contrats d'intermédiaires (1978) et la convention Contrats de vente (1986). Le principe de l'autonomie de la volonté a ensuite été consacré dans les Principes sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux (2015). Dans le contexte des droits réels, elle se retrouve également dans la convention Trust (1985). La convention Titres (2006), par contre, exige un lien précis entre l'État dont la loi a été désignée dans la convention de compte et l'intermédiaire pertinent. Dans le domaine du conflit de juridictions, la convention Élection de for (2005) n'exige aucun lien entre le tribunal choisi et les parties, mais permet une réserve au cas où, outre le lieu du tribunal élu, aucun autre lien n'existe entre les parties ou le litige et l'État du tribunal choisi (V. KOHLER, L'autonomie de la volonté en droit international privé : un principe universel entre libéralisme et étatsisme, Rec. cours La Haye, t. 359, 2013, p. 287. – MILLS, Party Autonomy in Private International Law, Cambridge, 2018).

50. L'autonomie de la volonté a également fait son apparition dans le domaine du droit de la famille, notamment dans les instruments sur les Régimes matrimoniaux (1978), Successions/Loi applicable (1989), Protection des adultes (2000 ; à propos des pouvoirs de représentation) et Obligations alimentaires/Loi applicable (2007). Mais, dans toutes les conventions relevant de ce domaine, l'autonomie est tempérée par l'exigence d'un lien de proximité entre les parties et l'État dont elles désignent la loi. Le protocole Obligations alimentaires/Loi applicable comporte des soupapes de sécurité supplémentaires (art. 8).

51. En principe, la convention désigne une loi interne, rejetant ainsi la technique du renvoi, ce qui est normal puisque le but de

l'instrument est de déterminer, après négociations, la loi la plus appropriée à un rapport juridique donné. Mais une certaine flexibilité a été admise lorsque le raisonnement du for qui applique la convention se fait à l'occasion d'une situation juridique marginale par rapport à la situation des intéressés. C'est ainsi que, lorsqu'il le for qui applique la convention doit trancher un litige sur un bien situé sur son territoire, en matière de régime matrimonial ou de succession concernant des étrangers résidant habituellement à l'étranger, on pourra admettre un renvoi au second degré lorsque, par exemple, la loi étrangère de la résidence habituelle donne compétence à une autre loi étrangère, celle de la nationalité qui accepte cette compétence (V. notamment convention Successions [1989], art. 4).

52. Pour certaines matières, notamment celles qui appellent l'intervention d'une autorité publique donnant aux personnes un certain statut, les conventions de La Haye ont innové en adoptant la technique de la reconnaissance du statut ainsi créé (sans exiger un contrôle de la loi appliquée) plutôt que celle des conflits de lois. La convention Mariage (1978) impose, sauf motifs de refus uniformes définis par celle-ci, à tous les États contractants la reconnaissance de la validité du mariage célébré dans un autre État contractant sans vérification de la loi appliquée au mariage. La convention Adoption internationale (1993) ne pose pas non plus de règle de conflits et prévoit la reconnaissance de l'adoption par tous les États contractants, suite à une vérification des conditions de l'adoption par les autorités des deux États contractants directement concernés et selon leurs propres règles de conflits. La méthode de la reconnaissance se retrouve également en matière d'effet de jugements. À l'exception de l'article 7, paragraphe 2, de la convention Exécution des jugements (1971), les conventions de La Haye en matière de reconnaissance et d'exécution de jugements ne permettent pas le contrôle de la loi appliquée par le juge étranger, sauf en cas d'atteinte à l'ordre public (LAGARDE, Développements futurs du droit international privé dans une Europe en voie d'unification : quelques conjectures, *RabelsZ Bd.68*, 2004. 225 s.).

53. En matière de conflits de juridictions, on notera, à titre d'innovation récente, la possibilité de transfert de compétence introduite dans les conventions Protection des enfants (1996), articles 8 et 9, et Protection des adultes (2000), article 8. Celle-ci permet à l'autorité normalement compétente en vertu de la convention, de transférer sa compétence à l'autorité d'un autre État contractant considérée plus à même d'apprécier, dans un cas particulier, l'intérêt de l'enfant ou de l'adulte (ou à cette dernière autorité de revendiquer sa compétence). En ce qui concerne l'effet des jugements étrangers, on signalera l'introduction, dans la convention Recouvrement des aliments (2007), aux côtés d'une procédure simplifiée et rapide pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision étrangère (art. 23), d'une procédure alternative (art. 24) adaptée aux besoins d'États requis, tels que certains pays en voie de développement, pour lesquels un tel système simplifié pose problème. Ce système à vitesse variable reflète la diversité accrue des États participants aux négociations à la HCCH.

54. Il convient finalement de rappeler en bref le développement du rôle de l'*ordre public international* de l'État contractant du for, par rapport à l'application des lois étrangères désignées, ou la reconnaissance et l'exécution des jugements prévues par les conventions. L'historique de l'ancienne convention sur le mariage de 1902, qui avait intentionnellement exclu l'appel à l'ordre public – ce qui avait conduit certains tribunaux européens à appliquer les lois allemandes de Nuremberg lorsque la convention désignait la loi allemande –, a suggéré qu'il fallait trouver une meilleure solution. Si les premières conventions établies après la Seconde Guerre mondiale sont allées trop loin, en prévoyant que leurs dispositions pouvaient être écartées « pour un motif d'ordre

public » (V. la convention Vente [1955], art. 6), c'est à l'occasion de la négociation de la convention Obligations alimentaires/Loi applicable (1956) qu'une formule a été trouvée, laquelle, parfois avec certaines nuances, est devenue de règle dans les conventions de La Haye : l'application de la loi ou la reconnaissance ou l'exécution de la décision étrangère ne peuvent être refusées que si cette application, ou cette reconnaissance, est « manifestement contraire à l'ordre public » (V. cependant les conventions Notification [1965], Obtention des preuves [1970] et Enlèvement d'enfants [1980] qui instituent chacune un régime plus strict). Depuis la convention Contrats d'intermédiaires (1978) une deuxième limitation de l'autonomie de la volonté a trouvé sa place dans les instruments élaborés par la HCCH, celle des lois de police (conventions Contrats de vente [1986], Adultes [2000] et Titres [2006] ainsi que Principes sur le choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux [2015]). Dans ce cas, il est prévu qu'une règle spécifique de la *lex fori* (ou d'un autre système juridique) peut écarter la loi choisie parce qu'elle prime et s'applique à la place de la loi choisie.

55. Certaines conventions, notamment celles qui couvrent uniquement des questions de conflits de lois ou de juridictions, sont destinées à être directement invoquées par les justiciables et sanctionnées par les tribunaux, sans intervention des administrations des États contractants (instruments *self-executing* du point de vue du droit international des traités). D'autres, en revanche, prévoient que les autorités judiciaires ou administratives – que les États contractants doivent désigner à cet effet – interviennent à titre principal ou accessoire pour faciliter les relations privées internationales. Elles ont toutes connu une évolution : transmission des actes par la voie diplomatique (convention Procédure civile [1896]), puis par la voie consulaire (convention Procédure civile [1905 et 1954]) et enfin par la voie des autorités centrales (à partir de la convention Notification [1965]). Au-delà de la transmission des demandes ou documents, l'entraide administrative directe entre autorités a été amorcée dans la convention Protection des mineurs (1961) et puis développée – en profitant de l'expérience gagnée par les conventions Notification (1965) et Obtention des preuves (1970) – dans la convention Enlèvement d'enfants (1980), ensuite Adoption internationale (1993), Protection des enfants (1996), Protection des adultes (2000), ou encore Recouvrement des aliments (2007) ; lesquelles accordent un rôle principal aux autorités centrales des États contractants. La machinerie de la coopération administrative et judiciaire de la convention Enlèvement d'enfants (1980) a pour effet de confirmer l'ordre juridique de la résidence habituelle de l'enfant avant le déplacement comme le *for* de référence. Grâce à l'étroite coopération directe entre autorités prévue par la convention Adoption internationale (1993), les questions de conflits de lois (ainsi que celles de conflits de juridictions) passent au second plan (DROZ, Évolution du rôle des autorités administratives dans les conventions de droit international privé, in Études offertes à Pierre Bellet, 1991, Litec, p. 129. – V., à propos du nouveau type de contentieux que peut susciter la coopération entre autorités centrales, S. et V. CORNELOUP, Le contentieux de la coopération des autorités centrales dans le cadre des conventions de La Haye. Compétence administrative ou judiciaire ?, Rev. crit. DIP 2000. 641).

B. – Sur le plan des travaux postconventionnels, des développements régionaux et de l'assistance technique

56. La HCCH a fait figure de pionnière en développant tout un éventail de techniques et d'outils afin de soutenir la mise en œuvre effective des conventions, et notamment de celles mettant en place des systèmes d'entraide judiciaire et administrative (V. *supra*, nos 42 et 43). Dès 1977, la tenue de réunions de commissions spéciales en vue d'étudier le fonctionnement pratique

ou la mise en œuvre des conventions d'entraide est d'usage, et a d'abord concerné la procédure civile (les conventions Notification [1965] et Obtention des preuves [1970]), pour s'élargir ensuite à la convention Enlèvement d'enfants (1980). La pratique s'est généralisée et, depuis la convention Adoption internationale (1993), une clause standard prévoit la convocation périodique de telles commissions spéciales dans le cadre de toutes les conventions.

57. En l'absence d'un organisme international chargé de veiller à l'exécution des obligations ou d'interpréter les conventions, ces commissions spéciales – dont la préparation, et souvent l'élaboration, est assurée par le Bureau permanent qui en assure également le suivi – jouent un rôle important dans la promotion du fonctionnement efficace et de l'interprétation uniforme des conventions. En outre, elles servent à développer et à nourrir une coopération étroite entre autorités, au nombre de plus de 2 500, et notamment les autorités centrales, au nombre d'environ 500 (état au 30 juin 2023), désignées en vertu des différentes conventions, et à renforcer une confiance mutuelle entre les États parties. Finalement, les réunions de commissions spéciales offrent l'occasion d'évaluer l'instrument en question, préparant le terrain à une révision de celui-ci (les réunions de 1995 et de 1999 sur le fonctionnement des conventions Obligations alimentaires [1956, 1958 et 1973], qui ont conduit à la décision de négocier la convention Recouvrement des aliments et son protocole sur la loi applicable [2007], en offrent un exemple).

58. L'institutionnalisation des commissions spéciales a également conduit au développement de manuels pratiques pour les conventions Notification (1965) et Obtention des preuves (1970) et d'une série de guides de bonnes pratiques, notamment pour les conventions Enlèvement d'enfants (1980) et Protection des enfants (1996), portant sur la Pratique des Autorités centrales (convention Enlèvement d'enfants I - 2003), la mise en œuvre des conventions (*idem* II - 2003), les Mesures préventives (*idem* III - 2005), le guide *Contacts transfrontières relatifs aux enfants/Principes généraux et Guide de bonnes pratiques* (2008), l'Exécution (convention Enlèvement d'enfants IV - 2010), la Médiation (*idem* V - 2012), et l'Article 13 (1) (b) (*idem* VI - 2020) ainsi que le *Manuel pratique sur le fonctionnement de la Convention HCCH Protection des enfants de 1996* (2014), l'*Outil à l'intention des praticiens : Reconnaissance et exécution transfrontières des accords en matière familiale impliquant des enfants* (2022) et l'*Application de la Convention Protection des enfants de 1996 aux enfants non accompagnés ou séparés* (2023).

Le processus de création de ces outils s'opère en coopération étroite entre le Bureau permanent et les membres de la HCCH. Là où il s'agit d'apporter une précision quant aux règles établies par les conventions dans le cadre des guides de bonnes pratiques, le processus de consultation des membres peut s'approcher d'une vraie négociation. Des outils numériques de recherche tels que INCADAT, ouvert au public (V. *supra*, n° 35) ou iChild (système électronique de gestion de dossiers, accessible via WorldReach par le biais de son application affaires consulaires), ou iSupport (système de gestion et de communication sécurisée pour le recouvrement transfrontière des obligations alimentaires en application de la convention Recouvrement des aliments (2007) et du règlement européen n° 4/2009 sur les obligations alimentaires), facilitent également l'application des instruments. Référence a déjà été faite au programme e-APP développé dans le cadre de la convention Apostille (1961 ; V. *supra*, n° 43).

59. Dès 1998, le Bureau permanent a pris l'initiative de convoquer des réunions de juges appliquant les conventions, notamment les conventions Enlèvement d'enfants (1980) et Protection

des enfants (1996). Ces conférences ou séminaires judiciaires peuvent revêtir un caractère mondial ou régional, et incluent aussi des juges en provenance d'États qui ne sont pas, ou pas encore, liés par ces conventions. À cet égard, il convient notamment de souligner la série de séminaires judiciaires tenus à Malte depuis 2004 (en 2006, 2009 et 2016) sur les questions transfrontières de droit de la famille, qui ont rassemblé des juges et autorités des pays autour de la Méditerranée et d'autres pays, notamment de droit musulman. Dans le cadre de ce « Processus de Malte », des travaux ont également été entamés en vue de promouvoir la médiation comme méthode de résolution des questions épineuses de droit de la famille qui peuvent surgir entre pays de systèmes laïques et religieux. Un « Réseau mondial international de juges de La Haye », RIJH, rassemblant 152 juges en provenance de 88 États (état au 30 juin 2023), s'est formé en liaison avec le Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale et le réseau IberRed (réseau latino-américain de coopération juridique internationale). Des recommandations portant sur l'organisation et la déontologie des communications judiciaires directes entre juges ont été établies, voir *Communications Judiciaires Directes – Lignes de conduite émergentes relatives au développement du Réseau international de juges de La Haye et Principes généraux relatifs aux communications judiciaires, y compris les garanties communément acceptées pour les communications judiciaires directes dans des affaires particulières, dans le contexte du Réseau international de juges de La Haye*. Une « Lettre des juges » semestrielle soutient le Réseau international de juges de La Haye qui a conduit à la formation d'un réseau mondial de juges (V. le site de la HCCH, à l'adresse <http://www.hcch.net>, sous les rubriques « Publications »).

60. Le Bureau permanent a toujours été appelé à assister les membres de la Conférence en matière de mise en œuvre ou d'application des conventions. Cet aspect des travaux a pris une ampleur considérable, étant donné que la majorité des pays participant à la HCCH (plus de 150 au total) sont dorénavant des pays à économie et infrastructures en voie de développement ou en transition. Par conséquent, l'organisation est confrontée à un nombre croissant de demandes émanant de gouvernements en matière d'aide sur le plan législatif, notamment pour la mise en œuvre des conventions, la création d'une autorité centrale performante ou l'organisation du système judiciaire, par exemple, en vue de concentrer les compétences judiciaires en matière d'enlèvement international d'enfants au niveau national, ou encore la formation de juges ou d'autres professionnels. En 2007, un « Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique » avait été créé au sein du Bureau permanent pour soutenir les programmes d'assistance technique qu'il offre, notamment en faveur de la convention de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (ICATAP). Ce travail se fait généralement en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales ainsi qu'avec des membres de la Conférence particulièrement intéressés (le Centre a cessé de fonctionner en 2013).

§ 5. – *Liste chronologique des conventions élaborées par la Conférence de La Haye et en vigueur pour la France*

A. – Conventions élaborées avant la septième session (1951)

61. Aucune des « vieilles » conventions de La Haye de droit de la famille n'est en vigueur pour la France qui les a toutes dénoncées ; en revanche, la convention sur la procédure civile de 1905 (bien que révisée par celle du 1^{er} mars 1954, puis par les conventions du 15 nov. 1965, 18 mars 1970 et 25 oct. 1980, V. ci-dessous) reste toujours en vigueur pour la France. On trouvera le texte authentique de ces conventions sur le site internet

de la HCCH (www.hcch.net), sous les rubriques « Conventions » puis « Anciennes conventions (1902-1905) ». Pour la jurisprudence y afférente (dont celle concernant la convention Procédure civile de 1896 remplacée par celle de 1905) pendant la période 1900-1920, voir le livre de KOSTERS et BELLEMANS (*Les conventions de La Haye de 1902 et 1905 sur le droit international privé, Recueil de législation et de jurisprudence, Haarlem-La Haye, 1921*).

B. – Conventions élaborées depuis la septième session (1951)

62. Ces conventions ainsi que les Principes non-contraignants adoptés en 2015 sont disponibles sur www.hcch.net, sous la rubrique « Conventions et autres instruments », où l'on trouvera aussi l'état présent pour chaque instrument. Une sélection de ces instruments figure dans le *Recueil des conventions* (9^e édition) édité par le Bureau permanent de la HCCH. Ci-dessous figurent les conventions en vigueur pour la France (état au 30 juin 2023).

1 – Statut de la Conférence de La Haye de droit international privé (vii^e session, 1951 ; Rev. crit. DIP 1951. 738). Texte modifié (xx^e session, 2005), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007 (Rev. crit. DIP 2007. 270).

2 – Convention du 1^{er} mars 1954 relative à la procédure civile (vii^e session, 1951 ; Rev. crit. DIP 1951. 732 ; JO 30 sept. 1959). Révisée en trois étapes, voir les conventions du 15 novembre 1965, 18 mars 1970 et 25 octobre 1980 (mentionnées ci-dessous aux 10, 11 et 19).

3 – Convention du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels (vii^e session, 1951 ; Rev. crit. DIP 1951. 725 ; JO 13 août 1964).

4 – Convention du 1^{er} juin 1956 concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des sociétés, associations et fondations étrangères (vii^e session, 1951 ; S ; Rev. crit. DIP 1951. 727) (non entrée en vigueur).

5 – Convention du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants (viii^e session, 1956 ; Rev. crit. DIP 1956. 753 ; JO 9 juill. 1963). Révisée par celle du 2 octobre 1973 (mentionnée ci-dessous au 15), puis par le protocole du 23 novembre 2007 (mentionné ci-dessous au 25).

6 – Convention du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (viii^e session, 1956 ; Rev. crit. DIP 1956. 755 ; JO 29 avr. 1967). Révisée par celle du 2 octobre 1973 (mentionnée ci-dessous au 14), puis par celle du 23 novembre 2007 (mentionnée ci-dessous au 24).

7 – Convention du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (ix^e session, 1960 ; Rev. crit. DIP 1960. 685 ; JO 24 mai 1973). Révisée par celle du 19 octobre 1996 (mentionnée ci-dessous au 21).

8 – Convention du 5 octobre 1961 sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (ix^e session, 1960 ; Rev. crit. DIP 1960. 682 ; JO 24 déc. 1967).

9 – Convention du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (ix^e session, 1960 ; Rev. crit. DIP 1960. 679 ; JO 28 janv. 1965).

10 – Convention du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (x^e session, 1964 ; Rev. crit. DIP 1964. 819 ; JO 14 nov. 1972).

11 – Convention du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (xi^e session, 1968 ; Rev. crit. DIP 1968. 799 ; JO 17 avr. 1975).

12 – Convention du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière (xi^e session, 1968 ; Rev. crit. DIP 1968. 796 ; JO 3 juill. 1975).

13 – Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits (xii^e session, 1972 ; Rev. crit. DIP 1972. 818 ; JO 3 nov. 1977).

14 – Convention du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires (xii^e session, 1972 ; Rev. crit. DIP 1972. 822 ; JO 5 oct. 1977). Révisée par celle du 23 novembre 2007 (mentionnée ci-dessous au 24).

15 – Convention du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (xii^e session, 1972 ; Rev. crit. DIP 1973. 398 ; JO 5 oct. 1977). Révisée par le protocole du 23 novembre 2007 (mentionné ci-dessous au 25).

16 – Convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux (xiii^e session, 1976 ; Rev. crit. DIP 1976. 821 ; JO 25 sept. 1992).

17 – Convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation (xiii^e session, 1976 ; Rev. crit. DIP 1977. 639 ; JO 8 mai 1992).

18 – Convention du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (xiv^e session, 1980 ; Rev. crit. DIP 1980. 893 ; JO 1^{er} déc. 1983).

19 – Convention du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice (xiv^e session, 1980 ; Rev. crit. DIP 1980. 901 ; JO 15 oct. 1988).

20 – Convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (xvii^e session, 1993 ; Rev. crit. DIP 1994. 259).

21 – Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (xviii^e session, 1996 ; Rev. crit. DIP 1996. 813 ; JO 2 août 2007).

22 – Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes (commission spéciale à caractère diplomatique 1999 ; Rev. crit. DIP 2000. 159 ; JO 30 juill. 2008).

23 – Convention du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for (xx^e session, 2005 ; *approuvée par l'Union européenne* ; Rev. crit. DIP 2005. 844).

24 – Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (xxi^e session, 2007 ; *approuvée par l'Union européenne* ; Rev. crit. DIP 2008. 411).

25 – Protocole du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires (xxi^e session, 2007 ; *approuvé par l'Union européenne* ; Rev. crit. DIP 2008. 432).

26 – Convention du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale ; *adhésion par l'Union européenne*.

INDEX ALPHABÉTIQUE

- Accession
 ► *V. Convention de La Haye.*
- Accord de siège, 9
- Admission, 5
- Amérique latine
 – collaboration, 9
- Assistance technique
 ► *V. Soutien post-conventionnel*
- Association internationale du barreau
 – collaboration, 11
- Autonomie de la volonté, 49 s.
- Autorité centrale, 10, 55 s.
- Autorité régionale, 9
- Budget, 8
- Bureau Permanent, 8, 9 s., 17
 – attributions, 12
 – Commissions spéciales, *V. ce mot*
 – personnel, 9
 – Secrétaire général, 9
 – siège, 9
 – suivi, 56 s.
- Champ d'application territorial, 34
- CJ
 ► *V. Cour internationale de justice (CIJ)*
- Commission d'État néerlandaise, 7
- Commission internationale de l'État civil
 – collaboration, 11
- Commission sur les affaires générales et la politique, 6
- Commissions spéciales, 8 s., 58
 – étude de mise en œuvre, 33
 – fonctionnement des Conventions, étude, 35, 56
 – réunions, 7, 12
- Conférence
 – États membres, 1, 2
 – États non membres, 3, 4, 13
 – observateurs, 13
 – Organisations régionales d'intégration économique, 6
 – Statut révisé, 6, 14
 ► *V. Session*
- Conflit de juridictions, 48, 53
- Conflit de lois, 16, 19, 36, 55
- Conflit de systèmes, 36
- Conseil de l'Europe, 11
- Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence, 7, 12
- Consensus, 14
- Convention de Bruxelles concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (27 sept. 1968), 44
- Convention de La Haye concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs (5 oct. 1961), 19, 55
- Convention de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (19 oct. 1996), 21, 24, 28, 36, 38, 53, 55, 58, 59
- Convention de La Haye concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires (2 oct. 1973), 38
- Convention de La Haye concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants (15 avr. 1958), 38
- Convention de La Haye relative à la procédure civile (1^{er} mars 1954), 27, 30, 41
- Convention de La Haye relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale (15 nov. 1965), 27, 41, 54 s.
- Convention de La Haye supprimant l'exigence de la législation des actes publics étrangers (5 oct. 1961), 28, 43, 58
- Convention de La Haye sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale (18 mars 1970), 29, 30, 41, 54 s.
- Convention de La Haye sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire (5 juill. 2006), 15, 22, 23, 41, 46, 49
- Convention de La Haye sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits (2 oct. 1973), 21, 40, 46
- Convention de La Haye sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation (14 mars 1978), 21, 40, 46, 49
- Convention de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires (2 oct. 1973), 21, 23, 32, 38 s., 45, 48, 50, 57
- Convention de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants (24 oct. 1956), 19, 38 s., 48, 54
- Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux (14 mars 1978), 38 s., 45, 47, 50
- Convention de La Haye sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels (15 juin 1955), 17, 19, 40, 46, 49, 54
- Convention de La Haye sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière (4 mai 1971), 21, 26, 40, 46
- Convention de La Haye sur la protection internationale des adultes (13 janv. 2000), 36, 38, 45, 50, 53, 55
- Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille (23 nov. 2007), 28, 30, 33, 50, 53, 55, 57
- Convention de La Haye sur les accords d'élection de for (30 juin 2005), 15, 23, 30, 44, 49
- Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (26 oct. 1980), 18, 29, 38 s., 54 s., 58 s.
- Convention de La Haye sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (5 oct. 1961), 19, 36, 38 s., 48
- Convention de La Haye tendant à faciliter l'accès international à la justice (25 oct. 1980), 18, 41
- Conventions de La Haye, 36 s., 62
 – acceptation individuelle, 29
 – Acte final, 15
 – adhésion, 22, 25 s.
 – administration, *V. Fonctionnement*
 – application, 21, 30
 – application directe, 34
 – avant-projet, 12, 13
 – conflit, 20
 – effets, 33 s.
 – élaboration, 12, 13, 16
 – entraide judiciaire, 37, 39, 42, 45
 – entrée en vigueur, 32
 – études de faisabilité, 12
 – extension territoriale, 34
 – fonctionnement, 8 s.
 – opposition individuelle, 27 s.
 – projet, 14, 15
 – publication, 33
 – ratification, 24, 30, 32
 – rattachement, 18, 45, *V. ce mot*
 – réciprocité, 16, 19, 26 s.
 – relations avec d'autres instruments, 20, 21
 – réserves, 30 s., 49
 – signature, 15, 22
 – universelle, 26
 – veto, 27 s.
 ► *V. Conférence, Session*
- Coopération judiciaire, 42
- Cour européenne de justice, 35
- Cour internationale de justice (CIJ), 35
- Domaine, 16 s., 21, 28, 36 s.
- Domicile, 45 s.
- Droit financier, 41
- Enfants, 13, 18 s., 21, 24, 28 s., 33, 35 s., 38, 53 s., 58 s.
- États membres, 8, 16, 21, 23
- États tiers
 – adhésion, 26
- Famille, 37 s., 50, 59, 61
- Fonctionnaires
 – Bureau Permanent, 9
 – immunités et privilèges, 9
- Fonctionnement
 – frais, 8
- Guides de bonnes pratiques
 ► *V. Manuels pratiques*
- Historique, 54
- Immunités, 9
- INCADAT, 35, 58
- Institut de Rome pour l'unification du droit privé (Unidroit)
 – collaboration, 11
 International Law Association, 11
 – collaboration, 11
- Lettre des juges, 59
- Loi modèle, 16
- Manuels pratiques, 58
- Matières traitées, 36 s.
- Membre, 2 s.
- Mercosur
 – collaboration, 11
- Nationalité, 45 s.
- Nations unies, 6, 13, 44
 – CNUDCI, 11
 – collaboration, 11
- Nom, 2
- Objet, 1
- Obligations
 – contractuelles et extracontractuelles, 37, 40
- Opposition individuelle, 28
- Ordre public, 52 s.
- Organe de liaison, 9
- Organe national, 10
- Organisations internationales, 11, 13, 60
 – collaboration, 11
- Organisations régionales d'intégration économique, 6
- Personnes, 38
- Principe de proximité, 46
- Privilège, 9
- Procédure, 5 s., 37, 42, 53
- Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires (23 nov. 2007), 21, 23, 38, 45
- Rattachement, 18, 45 s.
 – autonomie de la volonté, 49
 – résidence, 45
 – technique de la reconnaissance, 52
- Recherche numérique, 58
- Réciprocité, 16, 18 s., 30, 34
- Recommandation, 17, 59
- Reconnaissance, 52
- Recueil des conventions, 62
- Régime matrimonial, 51
- Règle de conflit, 19, 20, 52
 – unification, 4, 19, 36 s., 39
- Règlement du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (27 nov. 2003), 21
- Règlements du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (17 juin 2008) et du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations non contractuelles), 21, 40
- Renvoi, 21, 36, 51
- Réserves, 30 s.
- Résidence habituelle, 45 s.
- Secrétariat de la conférence, 9
- Séminaires judiciaires, 59
- Service social international
 – collaboration, 11
- Session
 – Acte final, 15 s.
 – diplomatique, 4, 6 s., 12, 15
 – extraordinaire, 4, 13
 – plénière, 4, 13
 – préparation, 9, 12
- Session diplomatique, 6, 7, 12, 13, 15
- Soutien post-conventionnel, 56 s.
- Soutien postconventionnel, 9
- Souveraineté, 16
- Statut, 5 s.
- Succession, 37, 39, 51
- Traités multilatéraux, 4
- Travaux préparatoires, 12
- UNIDROIT, 11
- Unification des règles de conflit de lois, 19
- Union européenne, 2, 8, 14, 21 s., 32, 41, 44
 – collaboration, 11
- Union internationale du Notariat latin
 – collaboration, 1
- Veto, 27 s.
- Vote, 14